

Depuis l'ouverture des Chambres, le ministre des Travaux publics est en vacances. Nous n'avons pratiquement rien obtenu dans toute la région atlantique depuis le début de la session en septembre. En pratique, il n'y a rien dans les prévisions budgétaires. Comment le ministre qui a la tâche gigantesque d'assurer l'expansion économique régionale peut-il faire son travail si son collègue est en vacances? A Hull, à Ottawa et à Toronto, l'activité a été plus intense que jamais, pourtant la région atlantique n'a rien. Le ministre ne fiche rien. Je me demande ce qu'il attend. Il tâche par tous les moyens de réduire les dépenses. Le ministre dit qu'il n'accroîtra ni ne réduira les dépenses parce que son ministère n'est pas encore constitué. Monsieur le président, je pourrais parler des travaux publics. J'en aurais long à dire au sujet des travaux d'hiver. Mais je ne veux pas ennuyer les députés avec des détails qu'ils connaissent déjà.

Je le répète, nous avons couru un double risque. Un ministère démarre; nous avons convenu d'attendre que le ministre soit installé. Entre-temps, d'autres ministères procèdent depuis septembre à des réductions de dépenses un peu partout. Dans le Livre blanc qu'il a présenté avant le coup de massue de l'automne dernier, le ministre des Finances a admis que ces réductions ont entraîné une hausse du chômage dans la région atlantique.

L'hon. M. Benson: Lisez donc.

M. Lundrigan: Le ministre qui sera à la tête de ce nouveau ministère aura besoin de la collaboration de tous les autres ministères. Même s'il ne parvient qu'à leur faire comprendre le besoin d'expansion dans les régions autres que les grands ensembles métropolitains, il n'aura pas failli à sa tâche. Les fonds dont il dispose—200 millions de dollars, et c'est là une bagatelle—ne sont pas considérables. Ils ne lui permettront pas de réaliser des miracles en matière d'expansion économique régionale, et on n'attend pas cela de lui. Chacun des ministères fédéraux doit accorder la priorité aux besoins d'expansion économique des différentes régions du Canada. Le premier ministre devrait dire à chaque ministère: nous avons besoin de votre collaboration; nous vous demandons de donner la priorité à l'expansion régionale. Chaque ministère doit s'atteler à cette tâche si l'on veut tenir ses engagements à l'égard des régions défavorisées du pays.

Je pourrais vous raconter une petite histoire, monsieur le président. Je vous ferai grâce des détails qui pourraient embarrasser certains fonctionnaires, assis dans la tribune.

Je connais une région où venait tout juste de se terminer la construction d'un quai public de 2 millions de dollars. Le ministère des Transports accordait alors une petite subvention à un service d'expédition pour lui permettre de continuer à fonctionner. Comme le ministère a par la suite supprimé cette subvention, le service fut supprimé. Mais, monsieur le président, l'unique raison de cette dépense de 2 millions de dollars était de pourvoir ce service des installations nécessaires d'expédition. J'ai téléphoné au ministère à ce sujet, et on m'y a répondu que l'affaire ne les concernait pas mais relevait plutôt du ministère des Travaux publics. Je leur ai répondu que c'était mon argent qu'on dépensait, que le problème me concernait et qu'il les concernait aussi. Et comme, de plus, il se rattachait à la question de l'expansion régionale, le problème devait donc relever du ministre.

● (8.40 p.m.)

Voici où je veux en venir: à moins que le ministre, animé d'un désir véritable d'aider la région atlantique, n'obtienne la collaboration de ses collègues, il vaudrait mieux qu'il plie bagages et qu'il rentre chez lui sur-le-champ. J'achève, monsieur le président, mais je tiens à dire que, à mon sens, le gouvernement actuel n'est pas assez ambitieux dans son programme d'expansion économique régionale. On parle beaucoup des inégalités régionales et je me rends bien compte que l'objectif premier du nouveau ministère est de s'employer à les faire disparaître. Cependant, je ne crois pas que les ministres, ni les députés ministériels, ne soient aussi sincères que nous le souhaiterions au sujet de l'expansion économique régionale. Quoiqu'il en soit, le ministre parviendra peut-être à me persuader du contraire. J'estime que nous ne voyons pas assez grand.

Je voudrais m'expliquer. Malgré les 200 millions de la cagnotte qui serviront à éliminer les disparités régionales au Canada, nous devrions songer à la mise en valeur des ressources importantes. Par exemple, une province de la côte est à dépenser \$200 millions pour l'aménagement de Churchill Falls, l'une des grandes ressources du Nord canadien. Le Québec et Terre-Neuve se partageront les bénéfices de cette exploitation. Voilà un domaine d'expansion économique d'envergure.

Nous avons aussi d'immenses ressources pétrolières au Nord, comme de vastes ressources minières. Le gouvernement devra résoudre les inégalités régionales en exploitant nos ressources sur une grande échelle.